

# **Lettre Ouverte au Préfet de Guyane**

**Monsieur le Préfet,**

**Au moment où la Guyane a besoin de retrouver de la confiance et de l'unité pour faire face à ses enjeux, les dirigeants associatifs guyanais sont inquiets par rapport aux mesures prises par le gouvernement:**

- Absence de Ministère ou de Secrétaire d'Etat à la Vie Associative,**
- Diminution des crédits de la Politique de la Ville**
- Fin des contrats aidés**

**A l'occasion de cette rentrée associative, plus 20 000 bénévoles renouvellent leur engagement en Guyane et 3 500 salariés environ reprennent leur activité professionnelle.**

**Tous les emplois de proximité qui concernent l'encadrement du sport, le fonctionnement des centres aérés, le soutien scolaire, l'éducation à l'environnement, la prévention à la santé ou les actions sociales et solidaires sont remis en cause aujourd'hui.**

**Sans aucune concertation avec le monde associatif, sans aucune phase de communication préalable, le gouvernement actuel a décidé de mettre brutalement un terme aux contrats aidés.**

**Ces mesures fragilisent considérablement l'emploi associatif et remettent en cause l'avenir de 350 entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire en Guyane. La moitié de ces emplois associatifs est aujourd'hui conditionnée aux contrats aidés, soit autant que le Centre Spatial Guyanais.**

**Les résultats du retour à l'emploi ne sont pas jugés satisfaisant par le gouvernement, pourtant les employeurs associatifs, contrairement à l'Education Nationale, ont le soucis de renforcer la qualification de leurs salariés en contrat aidé à travers des cycles de formation financés par les Organismes Paritaires Collecteurs Agréés (OPCA). Les associations ont justement la particularité de proposer des services à moindre coût pour pallier les carences du service public en s'appuyant sur sa première ressource, le bénévolat, et en associant des personnes éloignées de l'emploi.**

**L'Economie Sociale et Solidaire a un potentiel extraordinaire en Guyane pour permettre à certains territoires d'amorcer une économie responsable et générer un potentiel d'emplois dans une logique de développement durable.**

**Nous vous demandons ainsi de prendre toutes les mesures nécessaires de manière à débloquer cette situation le plus rapidement possible. Vos nouvelles fonctions vous permettront rapidement de constater que la Guyane n'a pas les moyens de faire l'économie de ces emplois.**

**Les associations guyanaises ont besoin de réponses concrètes afin de finaliser leurs projets d'embauches et programmer leurs activités.**

**Nous vous prions de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de notre profond respect.**